

Des ex-présidents latino-américains appellent au respect de la démocratie en Équateur

Image not found or type unknown

Quito, 21 sept (RHC) Des ex-présidents de plusieurs pays d'Amérique Latine ont exhorté ce dimanche le gouvernement équatorien à respecter les principes et les normes nationales et internationales garantissant une démocratie efficace.

«Nous exprimons notre profonde inquiétude quant aux décisions prises par les autorités électorales équatoriennes, dans le but d'interdire la formation politique Révolution citoyenne, dont est membre l'ancien président Rafael Correa, ainsi que d'autres dirigeants politiques équatoriens de premier plan» signale un communiqué signé par les ex-présidents de l'Argentine, Cristina Fernandez, du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva et Dilma Rousseff, de l'Uruguay, José Mujica et Tabaré Vazquez, du Paraguay, Fernando Lugo, de la Bolivie, Evo Morales, du Salvador, Salvador Sánchez Ceren et de la Colombie, Ernesto Samper, entre autres.

Dans le texte, publié sur Twitter, ces personnalités politiques ont dénoncé la proscription du Parti de Correa par le Conseil national électoral (CNE) alors qu'il avait déjà commencé ses activités en vue des élections générales de février 2021 et quatre ans après son approbation légale et sa participation à trois suffrages.

Selon eux, cette nation sud-américaine viole le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, la Convention américaine relative aux droits de l'homme de l'Organisation des États américains et la Constitution de l'Équateur elle-même, qui garantit le droit à la libre association, à la non-discrimination et à la participation politique.

Ils ont également averti que bien que la Révolution citoyenne ait trouvé place dans le parti du Centre démocratique, la plus haute instance électorale a fait des déclarations selon lesquelles elle n'accepterait pas l'enregistrement de ses candidats, en raison de préceptes juridiques inexistantes, ce qu'elle considère comme une violation de la démocratie.

En ce sens, ils ont également considéré que la position du CNE marginalise des millions d'Équatoriens, qui ont exprimé leur volonté de soutenir le projet de l'organisation de Correa.

Avec leur déclaration, les dirigeants latino-américains rejoignent les organisations et les personnalités sociales et politiques de la région, qui estiment qu'il n'y a pas d'État de droit en Équateur et que la persécution politique contre les opposants au gouvernement actuel est en vigueur.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/234645-des-ex-presidents-latino-americanos-appellent-au-respect-de-la-democratie-en-equateur>



Radio Habana Cuba